



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3281

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Michel Liebgott, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Michel Liebgott. Madame la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, au cours de la campagne présidentielle de 2007, le candidat Nicolas Sarkozy s'était présenté comme le futur " Président du pouvoir d'achat ". Quatre années après, l'échec est total. *(Murmures sur les bancs du groupe UMP.)*

Au cours de la seule dernière année, les prix des produits de grande consommation ont augmenté de 21 % pour le gaz, de 11 % pour les légumes frais et de 6,6 % pour les assurances automobiles, et que dire de l'essence et du fioul domestique ? Selon la direction générale de l'énergie et du climat, le prix de l'essence a battu un record historique.

M. Lucien Degauchy. Et alors ?

M. Michel Liebgott. Bref, tout augmente, sauf les salaires.

M. Richard Mallié. Démagogie !

M. Michel Liebgott. Ces derniers, qui se situent à peine dans la moyenne européenne, sont inférieurs de 20 % au salaire moyen allemand. D'ailleurs, madame la ministre, la croissance allemande est de 1,5 % pour le seul premier semestre.

En réalité, ce quinquennat est, non pas celui du pouvoir d'achat, mais celui du creusement des inégalités. Ce n'est pas le parti socialiste qui le dit, c'est l'INSEE, dont une étude récente montre que ce creusement s'accélère. Le niveau de vie des plus modestes n'augmente pas plus vite que celui des classes moyennes, qui souffrent, alors que celui des plus aisés continue de progresser.

Tout cela n'est guère brillant. De surcroît, il semblerait que, en raison de restrictions de personnels, les relevés de prix pourraient, dans l'avenir, être effectués par les supermarchés eux-mêmes, et non plus par des agents de l'INSEE. Casser le thermomètre est-il le meilleur moyen de faire baisser la température ?

Avec vous, la France des privilégiés, des dirigeants du CAC 40, peut dormir tranquille : ceux-là gagnent toujours plus pendant que le pouvoir d'achat du plus grand nombre diminue, même en travaillant plus. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Ma question est double : allez-vous enfin redonner à tous les Français le pouvoir d'achat nécessaire pour relancer la consommation, la croissance et l'emploi ? Les rumeurs selon lesquelles les relevés de prix seraient effectués par les supermarchés eux-mêmes sont-elles fondées ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Monsieur le député, je vous rappelle que nos économies ont traversé une des crises les plus graves depuis le début du siècle précédent. Face à cette crise, la politique économique déterminée sous l'autorité du Président de la République et du Premier ministre a été constante et a visé à assainir les finances publiques, à relancer l'économie là où les investissements stratégiques étaient déterminants et à lutter contre le chômage. Cette politique économique commence à porter ses fruits.

Le pouvoir d'achat se serait effondré, dites-vous. Pas du tout ! Les chiffres macroéconomiques sont très clairs : il a augmenté. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Alain Néri. On ne s'en aperçoit pas !

Mme Christine Lagarde, *ministre*. Les chiffres l'indiquent de manière évidente.

J'ajoute que la croissance, qui s'est redressée en 2010 et a atteint 1,5 %, a augmenté, au premier trimestre - et non au premier semestre, qui n'est pas encore terminé -, de 1 %. Or, lorsqu'on analyse ce résultat, on s'aperçoit que la consommation - plus 0,6 % - et les investissements des entreprises - plus 1,9 % - tiennent. Cela signifie, d'une part, que nos concitoyens ont continué à consommer...

M. Michel Sapin. Le commerce extérieur est négatif !

Mme Christine Lagarde, *ministre*. ...et, d'autre part, que les entreprises qui investissent aujourd'hui seront capables de créer de l'emploi demain, comme elles en créent aujourd'hui. Pourquoi est-ce si important ? Parce que, pour distribuer du pouvoir d'achat, il faut d'abord avoir créé de la valeur. Or, créer des emplois et investir dans nos entreprises, c'est évidemment créer de la valeur et permettre qu'elle soit redistribuée sous forme de pouvoir d'achat à l'ensemble des consommateurs, c'est-à-dire nos concitoyens.

J'ajoute que, sous l'autorité de François Fillon, nous avons également pris toute une série de mesures pour améliorer le sort des plus défavorisés, qu'il s'agisse du tarif de l'électricité, de celui du gaz (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*) ou des mesures relatives à l'observatoire des prix et des marges.

Quant au relevé des prix, il continuera à être effectué comme par le passé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (10^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3281

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 mai 2011